

## *Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement*

*Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants. 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.*

### **La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite**

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

### **Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire**

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna. Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux

problèmes réels : les sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

### **Une question d'ampleur et de fond**

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes, ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

## ***La voie à suivre***

Il y a deux semaines, les collègues du TC de Quatre-Mares débrayaient en réponse aux températures insupportables dans l'atelier, sans disposer de quoi s'hydrater correctement, mais aussi pour discuter du projet de pointeuses prévu par la direction. Arrêter le travail collectivement, se rassembler pour discuter ensemble de nos revendications et de nos besoins de travailleurs : voilà des gestes élémentaires avec lesquels il faut renouer pour combattre la dégradation de nos conditions de travail.

## ***À Hellemmes aussi ils débrayent***

Au technicentre industriel de Lille, 250 collègues ont débrayé il y a deux semaines. La colère s'accumule sur les mauvaises conditions et l'organisation du travail. Alors que tout augmente sauf nos salaires, la priorité de la direction serait d'imposer des pauses clopes ne dépassant pas 10 minutes. A Lille, à Rouen, comme ailleurs, c'est la grève qui peut faire reculer nos patrons !

## ***C'est quand qu'on va où ?***

Au TCB aussi nous connaissons les salaires trop bas, les restructurations, la dégradation de nos conditions de travail, le mépris de la direction, etc. Déjà en avril le TI de Ternier débrayait, maintenant c'est au tour d'Hellemmes et Quatre-Mares. Quand est-ce qu'on s'y met ?

## ***Baignade interdite***

La semaine dernière, au TCB, une canalisation a cédé et inondé les bureaux de la DI. Après les chaleurs on aurait bien piqué une tête pour se rafraîchir mais la direction nous aurait demandé de porter un maillot de bain orange.

## ***Le marchand de glace est arrivé !***

Au TCA, comme dans tous les services, la chaleur accablante de la vague de canicule a rendu nos journées de travail bien plus pénibles. Pas de panique : la direction a trouvé une solution en achetant à tous les agents... des Mister Freeze ! Plutôt que ces solutions bidons face aux fortes chaleurs, c'est l'arrêt de toute activité au-delà d'un certain seuil de température qu'il faut imposer.

## ***Leurs économies, nos morts***

Un collègue de l'équipement est mort au travail, la semaine dernière, près de Bordeaux, percuté par un train alors qu'il travaillait sur les voies. Il exerçait un métier pénible, dangereux, toujours plus complexe et soumis aux sous-effectifs, aux pressions des cadences et délais, aux consignes pas toujours claires et parfois contradictoires. Il n'est jamais normal de mettre sa vie en danger au travail. Les moyens de notre protection existent : la formation, les effectifs suffisants, les cadences moins élevées qui ne rentrent pas en contradiction avec les doubles vérifications et l'application complète des procédures de sécurité. C'est à la boîte de les appliquer.

## ***Les millionnaires se portent de mieux en mieux***

Le nombre de millionnaires à l'échelle mondiale a progressé de 7,9 % en 2025. Leur fortune a atteint de nouveaux records grâce aux secteurs de l'armement, du transport et de l'intelligence artificielle. Le nombre de millionnaires à l'échelle mondiale a ainsi progressé de 7,9 %, atteignant un total de 25,3 millions en 2025. Soit presque 2 millions de plus qu'en 2024. Leur patrimoine total a quant à lui augmenté de 8,7 % sur la même période, soit la plus forte augmentation annuelle observée depuis 2018. Cette richesse demeure très concentrée : 1 % des ultrariches détiennent 34,8 % de la fortune globale de la planète alors qu'à l'autre bout de la chaîne plus de 700 millions de personnes vivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Il est plus que temps d'exproprier ces profiteurs.

## ***Rupture conventionnelle : une loi qui restreint un peu plus le droit des chômeurs***

Les députés ont décidé de réduire la durée de l'allocation chômage en cas de rupture conventionnelle. Avec comme objectif de faire des économies en rognant sur les droits des salariés. Ces ruptures conventionnelles permettent à un employeur et un salarié de rompre un CDI à l'amiable et au salarié de toucher des allocations chômage. Ce sont ces dernières qui vont être rabotées. Cette loi est la transposition d'un accord conclu entre les organisations patronales d'une part, la CFDT, la CFTC et FO de l'autre. Une fois de plus, des bureaucrates syndicaux marchent main dans la main avec le patronat pour porter atteinte aux droits des travailleurs.